



# Rapport de la présidente

**Brenda Austin-Smith**

Depuis la fermeture des campus (et des bureaux de l'ACPPU) à la mi-mars, l'Association canadienne des professeures et professeurs d'université a poursuivi son travail capital, à distance, depuis différents lieux. La crise de la COVID-19 qui continue de se développer a d'ores et déjà des conséquences importantes sur nos activités d'enseignement, de recherche et de service, conséquences qui nécessitent une surveillance constante. Il est essentiel de fournir aux membres du personnel académique et du corps étudiant, ainsi qu'à leur famille, des renseignements et de l'aide pour gérer les changements en cours. Aujourd'hui plus que jamais, les associations de personnel académique communiquent des renseignements essentiels à leurs membres et constituent des sources indispensables de soutien pour ceux-ci tandis que nous tentons tous ensemble de surmonter ces changements.

## Les activités de l'ACPPU durant la COVID-19

S'il y a bien une chose qui n'a pas changé à l'ACPPU depuis le début de la pandémie, c'est notre détermination à protéger et à promouvoir les droits de nos membres en milieu de travail. Le personnel de l'ACPPU continue de répondre aux demandes d'information et d'analyse des associations. Le site web de l'ACPPU, qui contient une page de réponses aux questions fréquemment posées par les membres et les associations à propos de la COVID-19, est continuellement mis à jour. David Robinson, les membres du personnel de l'ACPPU et moi-même communiquons chaque semaine par téléphone afin d'examiner l'évolution de la situation dans tout le pays et de repérer des tendances (comme le recours à des motions d'urgence pour contourner les organes décisionnels collégiaux) nécessitant des critiques et des actions. Le Comité de direction de l'ACPPU s'est réuni en ligne, de même que nos comités. Deux membres du personnel et moi-même avons participé à une réunion en ligne avec des membres de l'Association of Nova Scotia University Teachers afin de discuter plus particulièrement de leurs préoccupations, et nous leur avons proposé des stratégies pour le militantisme en ligne. David Robinson et moi-même avons également eu l'occasion de communiquer avec les présidentes et les présidents d'association et d'organiser un peu plus tôt ce mois-ci une version raccourcie de notre forum pour les nouveaux présidents. Les avis de l'ACPPU sur des questions liées à la pandémie et à l'éducation postsecondaire ont éclairé un certain nombre de documents des médias.

L'ACPPU continue de proposer des ateliers aux associations au moyen d'Internet, et les membres et le personnel de l'ACPPU ont lancé des campagnes visant à lutter contre les fermetures de programmes en Ontario et les coupes budgétaires dans le secteur public au Manitoba. Le confinement n'a nullement entamé notre engagement vis-à-vis de la liberté académique, ni notre opposition aux mesures d'austérité en cette période de crise.



Le personnel de l'ACPPU a également élaboré une série de webinaires sur le thème « La COVID-19 et le travail académique ». Durant ces webinaires, des spécialistes de partout dans le pays ont expliqué aux membres les effets de la COVID sur l'équité, le personnel académique contractuel, la recherche, l'enseignement, la propriété intellectuelle, la gouvernance et la protection des renseignements personnels. Des centaines de membres se sont inscrits et ont participé à ces événements, qui ont été organisés en français et en anglais. Vous pouvez accéder aux présentations qui sont à présent archivées dans le site web de l'ACPPU.

Nous adressons nos sincères remerciements aux membres de l'ACPPU et au personnel de la fédération pour leur excellent travail au service d'un enseignement public de grande qualité.

Outre ses actions liées à la COVID, l'ACPPU a maintenu sa vigilance de manière plus générale. Ci-dessous figurent les autres domaines d'action importants de l'année à l'ACPPU :

### **La liberté académique**

Notre Comité de la liberté académique et de la permanence de l'emploi reste préoccupé par les menaces que font peser sur la liberté académique non seulement les directives relatives à la soi-disant « liberté d'expression », mais aussi le harcèlement en ligne et les attaques menées contre la liberté de parole du personnel académique dans l'enceinte de l'établissement et à l'extérieur. À leurs réunions de l'année écoulée, les membres du Comité ont discuté de l'organisation d'un atelier sur la liberté académique à l'intention des associations intéressées. Le Comité reconnaît que la défense de la liberté académique dans les différentes sphères d'activité est un sujet complexe qui nécessite plus de discussions et d'interactions entre les membres. Il a également surveillé entre autres choses l'évolution des affaires touchant les professeurs Derek Pyne et Andrew Potter. Justice a été faite fin octobre avec la décision rendue dans l'affaire de feu le professeur Michael Persinger, de l'Université Laurentienne. Aux termes de la décision, la liberté académique du professeur Persinger a effectivement été violée par l'Université, et l'Université a créé une bourse d'études au nom du professeur. Un autre résultat positif a été une décision de consentement dans un arbitrage qui a confirmé le droit d'un collègue d'utiliser du papier à l'en-tête de son établissement pour critiquer les actions du gouvernement local en Colombie-Britannique.

### **La négociation collective**

Durant l'année écoulée, plusieurs associations ont préparé ou exercé des moyens de pression afin d'appuyer les demandes des membres. Algoma et Cape Breton étaient prêtes à partir en grève, tandis que nos collègues de l'association du personnel académique de la University of Northern British Columbia (UNBC-FA) ont été en grève pendant 23 jours. Les membres de l'association académique de Mount Allison ont fait grève pendant six jours début février, en vue d'obtenir une amélioration des conditions de travail des professeurs et bibliothécaires ayant une incapacité. L'ingérence des gouvernements provinciaux dans le processus de négociation collective est en hausse dans tout le pays. Plusieurs gouvernements ont adopté (mais pas promulgué) des lois fixant les hausses salariales, ou ont menacé de procéder à des réductions. En Alberta, l'UCP est allé beaucoup plus loin en adoptant une loi qui remet fondamentalement en question le droit de nos membres, et celui d'autres personnes du secteur public, à des négociations collectives libres et justes. À l'Université de l'Alberta, les fortes réductions, de l'ordre de 18 %, provoqueront des dommages traumatisants sur la vie professionnelle de nos collègues et sur la qualité de l'éducation postsecondaire dans cette province. La mobilisation et la syndicalisation des associations et des membres, et la fourniture à ceux-ci d'outils et d'informations leur permettant de mener des actions politiques efficaces, relient les efforts de recherche, d'enseignement et de négociation de l'ACPPU à des campagnes plus vastes et à d'autres communautés ayant des valeurs communes, ce qui renforcera notre pouvoir collectif.

## L'action politique

Cet automne, l'ACPPU a utilisé une nouvelle trousse électorale en ligne. « Pour notre avenir » a permis aux membres de répondre à un questionnaire sur les enjeux essentiels à leurs yeux, notamment l'augmentation du financement de base, la réduction de la précarité et l'abordabilité de l'éducation pour les étudiants et leur famille. Nous avons fait bon usage de ces outils numériques afin d'atteindre les membres et de les aider à rejoindre les efforts locaux pour communiquer avec les candidates et candidats d'Halifax, de Winnipeg, de Calgary et d'Ottawa. L'ACPPU a noué des contacts avec le nouveau gouvernement minoritaire pour discuter de nombre de ces enjeux. Ainsi, début février nous avons rencontré la ministre du Travail Tassi afin de discuter de nos préoccupations en matière de précarité et du principe de « salaire égal pour un travail égal ». David Newhouse (représentant ordinaire, Autochtone, au sein du Comité de direction) et moi-même avons rédigé un article intitulé *Indigenization as one path to reconciliation*, qui a été publié dans *The Hill Times* en janvier. L'action de l'ACPPU sur l'urgence climatique continue. En plus des initiatives et des recommandations présentées à l'assemblée du Conseil en novembre 2019, l'ACPPU participe à un projet de recherche avec Larry Savage, de l'Université Brock, sur le thème « Des négociations pour lutter contre le changement climatique ».

## L'équité

Juillet 2019 a vu l'aboutissement de 16 ans d'efforts pour lutter contre la discrimination systémique dans le Programme des chaires de recherche du Canada. L'ACPPU a soutenu les huit femmes qui ont porté cette question devant la Commission canadienne des droits de la personne en 2003. Grâce à la décision rendue, les cibles de recrutement reposeront sur une représentation de la diversité de la population, plutôt que sur une voie de sélection déjà discriminatoire des candidats. Et pour la première fois, les membres LGBTQ+ seront inclus. À la mi-février, les membres du Comité de l'équité de l'ACPPU se sont réunis pour présenter la conférence intitulée « En quête d'équité : compétences pour les militants ». La conférence a rassemblé nos membres pour des séances durant lesquelles ils ont appris à se servir des griefs, des négociations et des campagnes politiques pour atteindre les objectifs en matière d'équité. Le Comité de l'équité a également poursuivi son travail de développement d'une trousse de l'équité pour les militantes et les militants de l'association.

## Les actions de solidarité

L'ACPPU a poursuivi ses activités de solidarité tant à l'échelle locale qu'internationale. Nous avons contribué à la réussite de la contestation judiciaire menée par la Fédération canadienne des étudiantes et étudiants contre l'Initiative pour la liberté de choix des étudiants du gouvernement Ford, et nous avons exprimé notre solidarité avec le personnel enseignant de l'Ontario en grève durant le mois écoulé. Nous entretenons nos partenariats de solidarité avec nos collègues du monde entier, notamment en Palestine, au Ghana, au Zimbabwe, au Pakistan et en Malaisie. Nous avons pris position en faveur de l'University and College Union en grève au Royaume-Uni, et nous avons contribué au dialogue mondial de l'Organisation internationale du Travail à propos des conditions de travail dans l'enseignement supérieur.

## In Memoriam

Pour terminer le présent rapport, j'ai une pensée pour la terrible disparition des passagers du vol UIA PS752, qui s'est écrasé en Iran le 8 janvier, et dont beaucoup étaient nos collègues ainsi que nos étudiantes et étudiants. Nous présentons nos condoléances à leurs familles, à leurs amies et amis ainsi qu'à leurs collègues. Je souhaite aussi réitérer la déclaration du 3 juin de l'ACPPU selon laquelle notre fédération est solidaire des communautés du monde entier qui protestent contre le racisme, l'injustice et les inégalités.